



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Pouvoir adjudicateur

Ministère de la culture et de la communication
Direction générale des médias et des industries culturelles
182, rue Saint-Honoré
75033 Paris cedex 01

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Marché public à procédure adaptée en application de l'article 28 du décret n°
2006-975 du 1er août 2006 modifié portant code des marchés publics.**

**Étude sur les usages et les attentes des téléspectateurs en matière de télévision
de proximité : réflexion sur l'avenir de l'offre régionale de France 3.**

Date limite de réception des plis : le 19/03/2014 à 10h

Code CPV : 79311000-7 : services d'études

1 . Description de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

L'objet du présent marché concerne la réalisation d'une étude portant sur les attentes des publics en matière d'offre de proximité sur tous les supports de diffusion, en tenant compte la diversité des territoires en France métropolitaine.

Le marché a pour objet la production par le prestataire d'une analyse et d'une synthèse qui contribueront à la réflexion sur l'avenir de l'offre de France 3 actuellement menée par Anne Brucy.

Les prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Cette étude est réalisée pour le compte de France Télévisions SA et de la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC) constitués en groupement de commande.

1.2 – Prix du marché

Le prix du marché est ferme. La prestation est traitée à prix global et forfaitaire.

1.3 – Allotissement

Sans objet.

1.4 – Délai de validité des offres

La durée de validité des offres est fixée à quatre-vingt-dix (60) jours à compter de la date limite de remise des offres.

1.5 – Durée du marché et délai d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève à l'issue de la validation par l'administration de l'ensemble des livrables. Le livrable définitif est attendu dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du marché.

1.6 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

2 . Conditions de la consultation

2.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises, remis aux entreprises qui en font la demande dans le cadre de la présente consultation, comprend les documents suivants :

- le présent règlement de la consultation ;
- le cahier des clauses administratives particulières n° 2014-23
- le cahier des clauses techniques particulières n° 2014 -23

Le présent règlement décrit lesquels de ces documents sont à remettre impérativement par les candidats, quelles sont les modalités de présentation de ces documents. Il est recommandé de prêter une attention particulière à ces spécifications.

2.2 – Groupements momentanés d’entreprises

La constitution de groupements solidaires ou de groupements conjoints, au sens de l’article 51-1 du code des marchés publics, est autorisée.

En cas de constitution de groupement conjoint, le mandataire qui se verrait attribuer le marché au terme de la consultation sera solidaire des autres membres du groupement pour les obligations contractuelles qui leur incomberaient.

Important

- Une même société peut être membre de plusieurs groupements dans le cadre de la présente consultation ;
- Une même société ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements dans le cadre de la présente consultation .

2.3 – Langue

L’ensemble des documents fournis par le candidat en réponse au présent appel à candidature est obligatoirement rédigé en langue française.

Dans l’hypothèse où le candidat étranger produit un document émanant d’une administration de son pays d’origine, ce document doit être accompagné d’une traduction en langue française dont le candidat atteste l’exactitude.

2.4 – Conditions de remise du DCE aux candidats

Les candidats peuvent télécharger le règlement de la consultation des entreprises (DCE) sur la plateforme des achats de l’État (PLACE) : <https://www.marches-public.gouv.fr>

3 . Conditions de remise des offres

3.1 – Constitution des offres

Les candidats ont la faculté :

- soit de déposer une offre sur support papier ;
- soit de déposer une offre par voie électronique : l’offre est dans ce cas transmise via le réseau Internet, et notamment sur la plate-forme des achats de l’État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour le dépôt par voie électronique, le dossier du candidat comprend impérativement deux sous-

dossiers distincts qui incluent respectivement :

- les éléments relatifs à la candidature proprement dite ;
- les éléments relatifs à l'offre du candidat.

Dans tous les cas, les éléments de candidature et d'offre sont présentés séparément :

- dans l'hypothèse d'un envoi sur support papier, ils sont présentés dans une seule et même enveloppe comportant les éléments relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre ;
- dans l'hypothèse d'un envoi par voie électronique, ils sont présentés dans des fichiers distincts, l'un comportant les éléments relatifs à la candidature, l'autre les éléments relatifs à l'offre.

Les éléments devant être fournis par le candidat au titre de sa candidature et au titre de son offre sont précisés aux points 3.2 et 3.4 ci-après, et sont les mêmes quel que soit le support ou le mode de transmission du dossier (dossier papier ou envoi par Internet).

Nota bene

Il est demandé aux candidats de veiller aux points suivants :

- Pour les candidatures remises sur support papier, les documents dont il est spécifié dans le présent règlement qu'ils doivent être signés doivent être revêtus à l'endroit de la signature :
 - d'une signature originale,
 - du prénom, nom et qualité du signataire,
 - du cachet de la société.
- Les documents constitutifs de la candidature doivent être rédigés en français. Tout document en langue étrangère sera considéré comme non fourni. Si le candidat souhaite joindre à sa candidature un document qu'il n'est pas en mesure de fournir en langue française, il y joint une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

3.2 – Contenu du dossier de candidature

Les dossiers seront adressés en 1 original et un exemplaire en copie à la DGMIC.

Le dossier de candidature comprend impérativement les documents mentionnés ci-dessous :

Le formulaire DC1, (en cas de groupement d'entreprises, ce formulaire est renseigné pour tous les membres) complété, daté et signé

- toute pièce justificative établissant la capacité de la personne signataire des différents documents de la candidature à engager la société ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés dans le cadre de la procédure de redressement ;

Le formulaire DC2 (en cas de groupement d'entreprises, ce formulaire est à remplir par tous les membres du groupement et les pièces ci-dessous doivent être fournies par chaque membre) renseigné et à l'appui duquel le candidat fournit :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations auxquelles se réfère la consultation réalisées par le candidat au cours des trois derniers exercices ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

- une liste des principales prestations fournies en rapport avec l'objet du marché au cours des **trois** dernières années. Pour chaque référence citée, le candidat indique :
 - le client,
 - la durée et les dates de réalisation,
 - l'objet et les montants.
 - une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont dispose le candidat pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

3.3 – Examen des candidatures

Au vu des renseignements relatifs aux candidatures, sont éliminées les candidatures qui :

- ne sont pas recevables en application des dispositions de l'article 46 du code des marchés publics ;
- ne comportent pas les pièces mentionnées aux articles 44 et 45 du code des marchés publics ;
- ne présentent pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes au vue des documents et renseignements demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

3.4 – Contenu du dossier

L'offre des candidats comporte impérativement les documents mentionnés ci-dessous :

1) **Une proposition financière** détaillée dûment datée et signée qui engage le candidat. L'attributaire dans le cadre de la mise au point du marché s'engage ensuite à signer un acte d'engagement avec chaque membre du groupement.

2) **Un calendrier de l'exécution** ;

3) **Le mémoire technique du candidat**

Le mémoire technique développe la méthodologie et expose également les éléments suivants :

- le séquençage précis de la prestation indiquant les phases proposées pour conduire l'étude, leur durée, les tâches accomplies, le nombre et la fonction des personnes affectées à chacune d'entre elles et le temps de travail de chacun,

4) **Un RIB**

4 . Jugement des offres et attribution du marché

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères énumérés ci-dessous et qui seront pondérés de la manière suivante :

- **La valeur technique (coefficient de pondération 60 %) sera appréciée en tenant compte des éléments suivants explicités dans le mémoire technique :**

- ☑ Compréhension du besoin : approche technique et méthodologie, notamment le niveau de détail de la description du travail, la pertinence des propositions de méthode pour les différents volets de l'étude, ainsi que la clarté de la méthode proposée pour atteindre les objectifs, et les résultats du projet (70 points) ;
- ☑ Composition de l'équipe affectée à l'étude (qualifications, expériences), notamment l'implication en équivalent temps plein des membres de l'équipe aux différentes tâches à chaque phase du projet (30 points) ;

- **Le prix des prestations : 40 %.**

Après analyse des offres suivant les critères de jugement, le pouvoir adjudicateur établira un classement. Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue et le marché sera attribué à son ou ses auteurs.

Par ailleurs, en application de l'article 28.I. du code des marchés publics, dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne recevrait que des offres irrégulières ou inacceptables, celui engagera les négociations qu'il jugera utile avec les candidats ayant déposé un pli dans les délais.

Les négociations pourront prendre la forme d'entretiens oraux et/ou d'échanges écrits (courriers, télécopies, courriels) et pourront porter sur l'intégralité de l'offre du candidat, notamment sur le prix, à l'exclusion de l'objet du marché et des conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents du marché.

Si les négociations prennent la forme d'entretiens oraux, elles se tiendront dans les locaux du Ministère de la culture et de la communication. Chaque candidat sera alors convoqué dans un délai raisonnable et se verra préciser la date, l'heure de la réunion ainsi que le lieu de sa tenue.

La proposition initiale du candidat et/ou les documents de consultation pourront être modifiés et/ou complétés suite aux négociations entreprises par le ministère de la culture et de la communication, dans la mesure où cette modification ne revêt pas un caractère substantiel.

A l'issue des négociations, si ces dernières ont lieu, les candidats seront invités à présenter une nouvelle offre ou à maintenir leur proposition initiale, selon les modalités précisées par le ministère. Les offres définitives ainsi déposées par les candidats concernés sont analysées et notées conformément aux critères énoncés plus haut.

Si le candidat ne répond pas à la proposition de négociation du ministère ou s'il participe à la négociation mais ne renvoie pas de nouvelle proposition dans le délai fixé à l'issue de ces négociations, le ministère considère que le candidat maintient sa proposition initiale.

4.1 Attribution du marché

Le candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ne pourra se voir attribuer le marché que sous réserve qu'il produise, dans un délai maximum de 5 jours suivants la demande de la Direction générale des médias et des industries culturelles, les pièces mentionnées dans les annexes 1 ou 2 selon le cas, attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

5 . Présentation des offres

5.1 – Présentation des offres sur support papier

Cette enveloppe contient les éléments de candidature précisés au point 3.2 et les éléments de l'offre dont le contenu est précisé au point 3.6 ci-dessus. Elle devra être revêtue du nom du candidat et de la mention « candidature et offre ».

PAR VOIE POSTALE à l'adresse ci-dessous :

Ministère de la culture et de la communication
Direction générale des médias et des industries culturelles
182, rue Saint Honoré
75 033 Paris Cedex 01

OU PAR DEPOT DIRECT à l'adresse ci-dessous :

Ministère de la culture et de la communication
Direction générale des médias et des industries culturelles
182, rue Saint Honoré
75 033 Paris Cedex 01

Le personnel de l'accueil du ministère n'est pas habilité à réceptionner les plis. Le porteur devra attendre qu'un représentant de la DGMIC réceptionne le pli. Le candidat doit en informer son transporteur.

Sur l'enveloppe seront indiquées les mentions suivantes : « MAPA – Étude mission Brucy France 3 – NE PAS OUVRIR »

5.2 – Envoi d'une offre électronique par Internet

Dans le cas de dépôt d'une offre électronique via le réseau Internet, les candidats remettent les documents demandés au titre du dossier de candidature et de l'offre sous forme de fichiers informatisés scindés en deux groupes de fichiers.

L'offre électronique est transmise via le réseau Internet et notamment sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le pouvoir adjudicateur n'exige pas la signature électronique des documents. Le pouvoir adjudicateur accepte les candidatures et les offres non signées et demandera ultérieurement au candidat retenu de signer (signature manuscrite) les documents.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation-test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt d'un pli.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- assistance téléphonique ;
- module d'autoformation à destination des candidats ;
- foire aux questions ;
- outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation via le bouton « poser une question » qui apparaît en cliquant sur la consultation. Ils recevront la réponse et seront alertés par un message.

Nota bene

Pour être informés des échanges avec le pouvoir adjudicateur, les candidats doivent préalablement à leur(s) échange(s) de question-réponse, vérifier que l'adresse 'nepasrépondre@marches-publics.gouv.fr' passe outre les filtres et proxy mis en place dans l'entreprise.

Le pli dématérialisé comporte les éléments de la candidature et de l'offre. Après le dépôt du dossier de candidature et d'offre sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

5.3 – Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : pdf, doc, xls, ppt, odt, ods, odp ainsi que les formats d'image JPG, PNG et de documents HTML.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse tels que :

formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; macros ; activeX, Applets, scripts, etc.

5.4 – Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout pli parvenu après la date et l'heure limites de dépôt sera considéré hors délai.

5.5 Avertissement

Tout fichier constitutif de la candidature doit être préalablement traité par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Conformément au décret du 30 avril 2002, tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu.

6 . Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04. Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

7 . Délai de paiement et modalités de financement

La dépense est imputée pour moitié sur le budget du ministère de la culture et de la communication, et pour moitié sur le budget de France Télévisions SA. Le délai de paiement prévu au [premier alinéa de l'article 37 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée](#) est fixé à : trente jours pour les services de l'État.

Les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application. »

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux [articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée](#).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8 . Informations

Contacts pour obtenir des informations complémentaires :

Monsieur Romain Laleix

DGMIC / Sous-direction de l'audiovisuel /Adjoint au chef du bureau du secteur de l'audiovisuel public.

Courriel : romain.laleix@culture.gouv.fr

Madame Maÿlis FOLLEA

DGMIC / SDDEC / Bureau des études et des évaluations économiques

Courriel : maylis.follea@culture.gouv.fr

Les réponses aux questions posées en temps utile seront communiquées à l'ensemble des candidats, au plus tard 3 jours avant la date limite de remise des plis.

Annexe 1 au règlement de consultation

Documents à fournir par les candidats établis en France

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et de contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de la protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins six mois (articles D 8222-5 du code du travail et D. 243-15 du code de la sécurité sociale)

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2)
- La pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail (il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8228-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Annexe 2 : cas des candidats non établis en France

Documents à fournir

Dans tous les cas :

- **un document qui mentionne (article D.8222-7.1° du code du travail) :**
 - en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts
- ou
- Pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D.8222-7-1°b du code du travail)
- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (article D 8228-7-1° b du code du travail) parmi les documents suivants :
- lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes
- ou
- un document équivalent
- ou
- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites (article 46-II du code des marchés publics).
 - Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (article D.8222-7-2° du code du travail).

- Un devis, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation au dit registre datant de moins de six mois.

